







Remerciements Nous souhaitons remercier toutes les personnes qui ont contribué à cette publication. Nous sommes très reconnaissants à nos collègues des bureaux pays du PNUD qui ont fourni les exemples et répondu aux questions, envoyé des projets avec des photos, et pour leur temps et leurs efforts pour aider à produire cette publication. Auteurs: Winnie Collate, Olivia Dooley, AFIM PNUD.

AFIM PNUD: Tomas Sales, Pascale Bonzom, Juergen Nagler, Priscilla Chimwele.

Table des matières

Acronymes	4
Avant-propos	5
Résumé des exemples	6
Bénin: Former des diplômés béninois à l'agrobusiness	8
Ethiopie: Diffuser l'information sur les marchés agricoles	10
Ghana: En route vers le développement durable	13
Kenya: Dialogues des secteurs public et privé	15
Madagascar: Cultiver le ricin pour percevoir un revenu durable	17
Malawi: Financements innovants pour des entreprises inclusives	19
Rwanda: Réseaux sociaux pour résoudre le chômage des jeunes	21
Tanzanie: Renforcer les capacités des entreprises tanzaniennes	23
Références	26

Acronyms

ADMA	Académie africaine de médias numériques (African Digital Media Academy)
AFIM	Initiative africaine pour des marchés inclusifs
AMSCO	Société de services de gestion pour l'Afrique (African Management Services Company)
ATMS	Services africains de formation et de gestion (African Training Management Services)
СРС	Centre de promotion commerciale
ВР	Bureaux pays
DFID	Département du développement international du Royaume Uni Department for International Development
ECX	Bourse éthiopienne de commerce des produits de base Ethiopian Commodity Exchange
PNB	Produit national brut
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
PMF-FEM	Programme de microfinancement - Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
IMD	Développement des marchés inclusifs (Inclusive Market Development)
SFI	Société financière internationale
KES	Shilling kényan
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
MICF	Fonds du Malawi pour le défi de l'innovation (Malawi Innovative Challenge Fund)
MYICT	Ministère de la jeunesse et des technologies de l'information et de la communication (Ministry of Youth and Information Communication Technology)
NES	Stratégie nationale d'exportation (National Export Strategy)
NESC	Conseil économique et social national (National Economic and Social Council)
PEAP	Projet de promotion de l'esprit d'entreprise pour l'agriculture (Promotion of Entrepreneurship in Agriculture Centre Project)
PSD	Développement du secteur privé
RBA	Bureau régional pour l'Afrique
REC	Communautés économiques régionales
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development)
USD	Dollar États-Unis (United States Dollar)
YEF	Fonds pour les jeunes entrepreneurs (Youth Enterprise Fund)

Avant-propos



L'Afrique a connu des taux de croissance élevés au cours des dix dernières années, mais cela ne s'est pas traduit en termes d'amélioration du niveau de vie pour tous en raison de la persistance des inégalités. Le secteur privé peut jouer un rôle majeur dans les efforts pour réduire les inégalités et la pauvreté. Le service mobile M-PESA au Kenya, par exemple, touche 15 millions de personnes au Kenya uniquement, tandis que la brasserie sud-africaine SAB Miller s'approvisionne en ingrédients auprès de plus de 50 000 petits exploitants agricoles. Toutefois, pour que les interventions du secteur privé soient efficaces, elles doivent avoir une approche à ciblage multiple et impliquer une variété de parties prenantes.

L'initiative africaine pour des marchés inclusifs du Programme des Nations Unies pour le développement (AFIM-PNUD), un programme du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique, est fière de présenter les "Exemples de succès de développement du secteur privé des bureaux pays du PNUD en Afrique". Cela enrichit la publication phare de l'AFIM-PNUD, "Concrétiser la richesse de l'Afrique: la création d'entreprises inclusives pour une prospérité partagée", qui illustre le rôle de catalyseur du développement du secteur privé et des pratiques commerciales inclusives pour la réduc-

tion de la pauvreté en Afrique sub-saharienne. Chaque exemple décrit ci-dessous illustre la réussite de la collaboration entre le PNUD et ses partenaires pour promouvoir des approches pilotées par le secteur privé pour un développement inclusif et durable à travers l'Afrique. L'initiative du Rwanda YouthConnekt, par exemple, facilite le dialogue entre les jeunes demandeurs d'emploi et les chefs d'entreprises de tout le pays, leur permettant de partager des informations sur la création d'emplois et la mobilisation de capitaux. Au Bénin, en Ethiopie, au Ghana, Kenya, à Madagascar, au Malawi, au Rwanda et en Tanzanie, ces exemples démontrent que le partenariat du PNUD avec le secteur privé a le potentiel de produire un changement transformateur qui combine des solutions innovantes, le développement des capacités, le partage des connaissances et des partenariats pour le développement, avec le potentiel d'être reproduits et démultipliés à travers le continent.

De la part d'AFIM et des Points Focaux Secteur Privé des Bureaux Pays du PNUD, je suis heureux de partager ces exemples avec les partenaires et le grand public, confiant qu'ils motiveront d'autres acteurs sur le continent à renforcer leur appui pour rendre le secteur privé et les marchés plus inclusifs.

Tomas Sales

Responsable du programme AFIM PNUD

Résumé des exemples

Bénin: Former des diplômés béninois à l'agrobusiness

Le Projet de promotion de l'esprit d'entreprise en agriculture du PNUD (PEAP) promeut l'agriculture comme solution pour aider à résorber le chômage, un défi de taille pour la jeunesse du Bénin aujourd'hui. En ce moment, 100 000 diplômés sont susceptibles d'être au chômage ou sous-employés au Bénin. L'agriculture est un secteur important de l'économie, qui implique plus de la moitié de la population. A l'heure actuelle, le projet a formé 450 jeunes entrepreneurs agricoles et 130 producteurs locaux. Compte tenu du succès initial de ce projet, le Bureau Pays du PNUD au Nigeria travaille à reproduire et démultiplier cette initiative.

Ethiopie: Diffuser l'information sur les marchés agricoles

L'agriculture est un secteur crucial de l'économie éthiopienne, et pourtant l'accès à l'information sur les marchés pour les acteurs agricoles est difficile. Pour résoudre ce problème, le Bureau Pays du PNUD en Ethiopie a fourni un soutien financier à la bourse éthiopienne du commerce des produits de base (ECX) pour diffuser de l'information en temps réel aux acteurs du marché à travers le pays, en utilisant des technologies variées. ECX a monté des installations pour la diffusion de données à travers le pays, et a généré 5 milliards de USD jusqu'à présent. ECX prépare en ce moment le lancement d'une plateforme en ligne pour permettre aux parties prenantes des marchés commerciaux d'acheter et d'échanger en ligne où qu'ils soient.

Ghana: En route vers un développement durable

L'initiative ghanéenne des vélos répond aux préoccupations de chômage des jeunes et de changement climatique via la construction de vélos en bambou. Appuyée par le Programme de micro-financement du Fonds mondial pour l'environnement du PNUD (PMF-FEM), le projet a fourni des emplois stables et bien rémunérés à 20 constructeurs de bicyclettes et 30 fournisseurs et distributeurs de bambou. Les vélos sont très demandés, avec environ 500 unités par mois commandées au Ghana et sur d'autres marchés. À la Conférence des Nations unies sur le changement climatique COP19 en 2012, le Secrétaire général de l'ONU Ban-Ki Moon et le Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) ont testé les vélos en bambou, qui ont été reconnus comme initiative innovante pour lutter contre le changement climatique au Ghana.

Kenya: Dialogue des secteurs public et privé

Le Fonds pour les jeunes entrepreneurs (YEF) a aidé à soutenir 89 000 jeunes entreprises, a fourni un soutien sur les marchés à 1 800 entrepreneurs, a formé plus de 15 000 jeunes à l'esprit d'entreprise, et a facilité la recherche d'emploi de 2 000 jeunes via le Dispositif d'emploi des jeunes à l'étranger. Ceci a été un succès-clé du Conseil économique et social national (NESC), créé par le gouvernement kényan avec le soutien du PNUD et du Ministère des affaires étrangères du Danemark (DANIDA) pour assurer un dialogue public-privé en appui au développement du secteur privé. NESC se concentre sur l'amélioration de l'environnement d'affaires en favorisant une plus grande interaction entre les secteurs publics et privés, effectuant le suivi de l'impact de directives variées, et offrant des services d'appui aux entreprises.

Résumé des exemples

Madagascar: Cultiver l'huile de ricin pour s'assurer un revenu durable

La région Androy à Madagascar est très dépendante de l'aide humanitaire et de la distribution de nourriture pour la survie de ses communautés. Le Programme du PNUD de moyens d'existence durables et de réduction de la pauvreté est conçu pour appuyer les agriculteurs avec un revenu significatif en mettant sur le marché le ricin. 500 agriculteurs ont été formés durant la première phase du projet, et leurs revenus se sont accrus de 30 pour cent. Durant la seconde phase, le projet a été étendu pour inclure neuf communautés supplémentaires et a appuyé près de 2 000 agriculteurs. Le programme devrait produire 450 tonnes de graines de ricin à la fin de la campagne de 2014.

Malawi: Financements innovants pour des projets commerciaux inclusifs

La majorité des pauvres au Malawi sont des petits producteurs qui dépendent de petites parcelles de terre pour leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence. Le recours au mais pour la consommation locale et au tabac pour l'exportation a conduit à augmenter le déficit de la balance commerciale du pays. La Stratégie de croissance et de développement II (2011-2016) se concentre sur les efforts pour passer d'une consommation largement importée à une production d'abord d'exportation. Le fonds du Malawi pour le défi d'innovation créé par le PNUD et le département du développement international du Royaume-Uni (DfID) incite le secteur privé à mettre en œuvre des projets commerciaux inclusifs. Le fonds s'attend à soutenir 2 500 travailleurs à faible revenu et peu qualifiés pour qu'ils obtiennent un emploi régulier résultant des projets commerciaux inclusifs soutenus, fournissant une augmentation de 30 pour cent de revenus aux ménages des petits producteurs.

Rwanda: Les Réseaux sociaux comme solution au chômage des jeunes

Les jeunes au Rwanda rencontrent de sérieuses difficultés pour trouver un emploi. L'initiative YouthConnekt sert de plateforme pour les jeunes, le secteur privé et le gouvernement afin de répondre aux défis auxquels sont confrontés les jeunes gens pour trouver un emploi et développer des compétences entrepreneuriales. Soutenue par le PNUD, le Ministère de la jeunesse et des technologies de l'information et de la communication (TIC) du Rwanda, l'Académie africaine de médias numériques (ADMA), Tigo Rwanda Ltd. et HeHe Ltd., le programme aide les jeunes à se connecter aux possibilités de développement des compétences, d'accès aux financements, aux pépinières d'entreprises, aux mentorats, aux stages et et aux emplois.

Tanzanie: Renforcer les capacités des entreprises tanzaniennes

La Tanzanie a connu une croissance économique forte, mais l'absence de capacités au sein de nombreuses entreprises en plein essor freine la durabilité de ces taux de croissance. Certains obstacles à cette réussite résident dans l'identification et l'attraction de gestionnaires compétents, tandis qu'une formation systémique inadéquate mène à un produit fini de piètre qualité. Pour améliorer les compétences managériales et techniques des entreprises, le Projet du PNUD African Training Management Services (ATMS) en partenariat avec la Société africaine de services de gestion (AMSCO) a collaboré avec les Peintures Sadolin et l'Assurance santé AAR afin de les soutenir dans le développement des capacités. En tout, ce partenariat a aidé à générer 4,838 nouveaux emplois en Tanzanie, et les institutions de micro-finance ont pu approuver 37 000 nouveaux prêts aux entreprises tanzaniennes.

Bénin: Former des diplômés béninois à l'agrobusiness





Chaque année, 100 000 diplômés béninois peinent à entrer sur un marché du travail local avec une beaucoup plus forte offre que demande de diplômés. En tant que tel, résoudre le problème du chômage des jeunes est une politique prioritaire de taille.

Une nouvelle révolution agricole

Des mécanismes qui intègrent les jeunes dans le secteur agricole, lequel emploie plus de 40 pour cent de la main d'œuvre et compte pour 30 pour cent du PNB du Bénin, peut aider à résoudre le chômage ou le sous-emploi.

Le gouvernement du Bénin et le PNUD mettent en œuvre le Projet de promotion de l'esprit d'entreprise dans l'agriculture (PEAP) pour former les jeunes à l'esprit d'entreprise agricole. A travers les centres Songhai (les partenaires techniques du PEAP), les jeunes s'inscrivent pour suivre des cours de formation de six mois suivant des appels à candidatures. Les étudiants apprennent des pratiques agricoles telles que l'agriculture biologique, le traitement des aliments et la gestion des ressources naturelles. Les centres fournissent aussi un accès à la terre, aux graines et aux outils.

Après la formation, les diplômés démarrent leur propre entreprise ou candidatent pour devenir des gestionnaires d'exploitation agricole dans les centres après une période d'incubation d'au moins un an. Des diplômés sélectionnés reçoivent des kits d'installation. À ce jour, 122 plans d'affaires ont été soutenus avec des kits d'installation d'une valeur de 10 430 USD chaque. Le projet en est actuellement à sa quatrième promotion et a eu un impact positif sur 450 personnes.

Firmin, par exemple, est un entrepreneur agricole diplômé du programme. Suite à ses six mois de formation, il a pu devenir gestionnaire d'exploitation agricole, recevant une subvention de 1 300 USD qu'il utilisa pour soutenir le travail de désherbage, l'achat de graines et d'autres produits agricoles essentiels. Il créa ensuite la ferme Danigri après avoir reçu un prêt de 63 000 USD. L'agriculture demeure sa principale source de revenus, et il envisage de faire un Master pour développer son entreprise.

Façonner les entrepreneurs agricoles du Bénin

Depuis le début du projet en novembre 2011, 450 jeunes gestionnaires d'exploitation agricole et 130 producteurs locaux ont été formés. D'ici la fin du projet en novembre 2016, on estime que 3 000 jeunes auront bénéficié des centres de formation.

Pour soutenir plus avant le travail du PEAP, le Gouvernement du Bénin et le PNUD ont alloué des ressources pour créer de nouveaux Centres de promotion du commerce (CPC) à travers le pays, à Cotonou, Parakou et Porto-Novo. On estime que 500 diplômés fraichement formés devraient retourner dans leurs villages, créer de nouveaux emplois et générer des revenus.

Dans le même ordre d'idées, le gouvernement a institué un mécanisme de synergie entre le PEAP, l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), les Centres de promotion du commerce, et le Fonds National pour l'Entrepreneuriat des Jeunes (PNPEJ) pour financer le développement d'entreprises agricoles créées par des jeunes gens formés au PEAP. Jusqu'à présent, 200 étudiants ont déjà soumis leurs plans d'affaires au Système de Financement Décentralisé (SFD).

FAITS SAILLANTS

- 3,000 jeunes seraient formés d'ici la fin du projet en 2016.
- Le Songhaï modèle est reproduit au Nigeria (Enugu, Lagos, Cross River, Katsina Rivers)

Pour de plus amples informations, prière de contacter Moise Achille Housou, Chef d'équipe – Réduction de la pauvreté: achille.houssou@undp.org, ou Georges Osse, Spécialiste de programme: georges.osse@undp.org.

Ethiopie: Diffuser l'information sur les marchés agricoles





L'agriculture est un secteur essentiel de l'économie éthiopienne. Bien que l'agriculture contribue pour 45 pour cent du PNB¹, les vendeurs de produits de base (en particulier les petits producteurs) se rendent souvent sur les marchés avec peu ou pas d'information sur les prix du marché de leurs productions. L'essentiel de l'information est obtenue de commerçants connus localement. Ces petits producteurs produisent 95 pour cent de la production agricole de l'Ethiopie². En définitive, les petits producteurs n'ont pas le pouvoir commercial ou les moyens de négocier pour de meilleurs prix de vente.

Autonomiser les petits producteurs, les coopératives et les acheteurs

Prenant en considération le rôle intégral de l'information sur les marchés, le manque d'accès fiable a un impact considérable sur l'efficacité du marché. Pour répondre à ce défi, la bourse éthiopienne de commerce des produits de base (ECX) diffuse une information sur les marchés à jour et en temps réel aux acteurs des marchés.

En pratique, cela fournit une sécurité additionnelle des transactions pour tous les acteurs des produits de base à travers des systèmes fiables pour la manutention, le calibrage et le stockage des denrées, faisant correspondre les offres et les soumissions, avec un système de paiement des marchandises livrées sans risque, augmentant l'équité et l'efficience.

¹ Gouvernement éthiopien, http://www.ethiopia.gov.et/web/Pages/Economy.

² Grow Africa.

Le système fournit une diffusion des données du marché à tous les acteurs du marché, en définissant clairement les règles de l'échange, du stockage, des paiements et de la livraison des produits. De plus, des tableaux d'affichage électroniques ont été érigés dans 160 des plus de 500 Woredas (districts) en Ethiopie. Les commerçants et producteurs résidant dans des régions comme Jijiga (la capitale de l'État régional Somali) peuvent accéder à des données à jour à deux secondes d'intervalle, leur permettant de diversifier leur clientèle.

Le succès de la bourse éthiopienne du commerce des produits de base

Lancé en 2008, ECX est devenu un succès massif, avec 329 membres touchant presque trois millions de fermiers dans le pays. ECX a livré 17 centres, 57 entrepôts, et a échangé des volumes de 601 000 millions de tonnes de produits de base comme le café, le sésame, le maïs, le blé et les pois en 2012. Durant sa première année d'opération, ECX a échangé 47 734 millions de tonnes de produits de base. Elle a généré une valeur combinée de 5 milliards USD durant ses cinq premières années3.

Actuellement, ECX se prépare à introduire une plateforme de commerce en ligne qui permettra aux acteurs du marché de commercer directement où qu'ils se trouvent. Cette nouvelle innovation devrait augmenter l'accès à ECX et à ses services, renforcer les capacités des différents groupes de parties prenantes, et augmenter l'efficacité globale4.

Promouvoir les échanges de matières premières africaines

Le bureau pays du PNUD en Ethiopie a appuyé le développement de la bourse éthiopienne du commerce des produits de base en contribuant pour 3,5 millions USD à un budget total de 24 millions USD pour établir la bourse. De plus, le PNUD a financé la formation du personnel, les ateliers et les efforts de partenariats pour sensibiliser sur le rôle et le fonctionnement de ECX. D'autres partenaires clé de développement comprennent USAID, DfID et la Société financière internationale (SFI).

L'appui du PNUD a reçu la reconnaissance de l'administratrice du PNUD Helen Clark lors de sa visite à la bourse en 2009:

"Il y aura beaucoup d'intérêt pour ce type de bourse dans d'autres pays en développement. Cela offre beaucoup de transparence aux petits producteurs sur ce qu'ils vont percevoir. Cela établit aussi des normes sur ce qu'ils doivent produire pour obtenir le meilleur prix."

Helen Clark, Administratrice PNUD

Ayant aidé à la réussite de la bourse de commerce en Ethiopie, le PNUD cherche à présent à reproduire l'expérience dans d'autres pays. Parmi ceux-ci, on trouve la Tanzanie, le Kenya, la Zambie et l'Ouganda, qui envisagent de reproduire, d'adapter et de démultiplier le modèle.

Pour de plus amples informations, prière de contacter Dr. Eyob Tesfaye, Chef d'équipe – Secteur privé et développement entrepreneurial: eyob.tesfaye@undp.org, ou Yoshiaki Noguchi, Analyste de programme: yoshiaki.noguchi@undp.org.

³ Zaywa.

⁴ communiqué de presse de ECX.

Ghana: En route vers le développement





Le Ghana fait face à d'énormes défis sociaux, économiques et environnementaux, dont beaucoup seront exacerbés par les impacts du changement climatique. La forte dépendance du pays envers l'énergie hydroélectrique, l'agriculture, la pêche et les ressources sauvages font du changement climatique – et des stratégies pour son atténuation – une préoccupation immédiate du Ghana.

Fabriqué au Ghana

Les routes encombrées du Ghana ont un impact sur tous les aspects du bien-être commercial et économique. L'usage de la bicyclette ou de la moto est une alternative viable pour éviter les embouteillages. Cependant, la production de vélos en acier augmente l'usage de produits chimiques et dégage du carbone dans l'environnement.

Pour protéger l'environnement tout en promouvant l'usage des bicyclettes, un groupe de jeunes ghanéens a démarré une initiative en utilisant du bambou pour fabriquer des bicyclettes. Connue comme l'Initiative ghanéenne de vélos en bambou, le projet apporte une réponse au changement climatique, à la pauvreté, à la migration rurale et urbaine, et au chômage en autonomisant les Ghanéens pour qu'ils utilisent leurs propres ressources naturelles. Cette initiative est soutenue par le PMF-FEM du PNUD, qui fournit un financement, un rayonnement international, et un appui technique et à la gestion du projet.

Autonomiser les communautés rurales du Ghana

Des gens avec peu ou pas de connaissances de la fabrication et de l'assemblage des vélos en bambou sont formés à ces compétences à travers ce programme. Cela crée un mode de transport abordable,

stable et fiable qui satisfait les besoins locaux tout en réduisant la dépendance aux énergies fossiles, et en augmentant les opportunités économiques des Ghanéens.

Depuis 2012, l'initiative a créé des emplois pour 35 personnes (avec des rémunérations supérieures à celles d'industries comparables au Ghana). Ces bénéficiaires représentent des ménages avec une moyenne de cinq personnes, bénéficiant indirectement à 175 personnes environ. Ceci permet aux bénéficiaires d'accroître leur sécurité alimentaire, leurs niveaux d'éducation et leur niveau de vie en général.

Les surplus de bambou sont aussi transformés en briquettes de charbon à base de bambou, créant des possibilités d'emploi supplémentaires dans la communauté (particulièrement pour les femmes) L'utilisation de briquettes de charbon à base de bambou réduit la dépendance au bois de chauffe, fournit la meilleure alternative pour éviter les gaz à effet de serre dus à la consommation de bois de chauffe, et aide à restaurer des forêts déjà détruites. Cela améliore également les opportunités éducatives des filles en éliminant le besoin d'aller chercher du bois de chauffe.

Respectueux de l'environnement

L'augmentation de la culture et de l'utilisation du bambou comme alternative au bois aide à la préservation et à la réhabilitation des forêts. De plus, faire pousser du bambou améliore la qualité de l'air et de l'eau dans les zones où il est récolté. Cela minimise les émissions de CO2 et génère jusqu'à 35 pour cent de plus d'oxygène qu'il n'y en aurait eu sans cela; les arbres qui ne sont pas coupés pour l'utilisation des cadres de vélos soutiennent la séquestration du ${\rm CO}_2$.

Premier prix

L'initiative des vélos en bambou crée un produit unique et innovant qui démontre l'utilité de fabriquer de nouveaux produits innovants de haute qualité pour les marchés locaux et d'export. Elle continue d'être soutenue par le PMF-FEM du PNUD, qui a fourni un appui technique et de gestion de projet jusqu'à ce jour.

En reconnaissance de son succès, l'initiative a gagné neuf prix (voir ci-dessous).

PRIX

- 2013 CCNUCC Prix de la dynamique de changement (catégorie des femmes pour des résultats)
- 2013 AFD Prix des 100 Innovations pour un développement durable
- 2012 Prix mondial du commerce et développement
- 2012 Prix Samsung/Générations pour la paix
- 2012 UN Habitat/Dubaï Meilleure pratique internationale
- 2012 3ième Prix de la fédération internationale des routes
- 2011 GIZ Prix Impact Business
- 2011 Image Nations Prix de la compétition plan d'affaires mondial
- 2010 PNUE Prix de l'initiative Seed

Pour de plus amples informations, prière de contacter George Ortsin, Coordonnateur de programme national, Programme de micro-finance du Fonds pour l'environnement mondial du PNUD: georgeo@unops.org.

Kenya: Dialogues des secteurs public et privé





L'une des principales faiblesses qui mine les réformes économiques du Kenya concerne les partenariats inadéquats entre le secteur privé, la société civile et le gouvernement. Auparavant, il n'y a pas eu de forum pertinent à travers lequel ces acteurs pouvaient mettre en synergie leurs idées et ressources au bénéfice du pays. De ce fait, les attentes et buts des secteurs privés et publics n'étaient pas synchronisés.

Le gouvernement kényan a apporté une réponse à cela à travers le Conseil économique et social national (NESC), créé en septembre 2004. Actuellement établi auprès du Ministère de la décentralisation et de la planification, NESC a été créé pour servir d'institution consultative et de conseil, recevant et filtrant les recommandations de politique du public, et conseillant et fournissant des recommandations au gouvernement en conséquence.

Dialogues public-privé

L'objectif principal du Conseil économique et social national (NESC) est d'améliorer l'environnement d'affaires du Kenya à travers la promotion de politiques, lois et règlements qui sont favorables au développement du secteur privé. DANIDA et le PNUD se sont associés à NESC sur une période de cinq ans pour améliorer sa capacité à servir de plateforme pour la participation du public dans la formulation des politiques.

Stratégie de mise en œuvre du PPP

Le mandat principal de NESC est d'agir comme plateforme participative où les Kényans ordinaires expriment des préoccupations et émettent des recommandations de politiques. De plus, le secrétariat n'a pas pour seul mandat de prescrire des politiques, mais rédige aussi le rapport annuel sur "l'état du secteur économique et social", comme outil de suivi et d'évaluation. Enfin, NESC appuie la création de procédures commerciales

sensées en fournissant des propositions de politiques de manière efficace et systématique. NESC facilite aussi l'échange de personnels avec des pays partenaires, et des universités et institutions académiques à l'étranger, contribuant à la diversité de l'économie du Kenya.

Il y a un certain nombre de secteurs dans lesquels NESC a accompli des progrès de taille, y compris en investissant des ressources efficientes dans divers secteurs en fonction des besoins, facilitant l'émission d'obligations gouvernementales, et créant le Fonds pour les jeunes entrepreneurs (YEF) comme ressource pour les jeunes en recherche d'emploi au Kenya. Prière de voir la liste des réalisations ci-dessous.

PROGRÈS CLÉ

- Création du Conseil des marques du Kenya
- Constitution d'un Comité consultatif sur les politiques monétaires de la Banque centrale du Kenya
- Adoption d'une stratégie de groupes pour une productivité et une compétitivité améliorées, y compris la création d'un plan de garantie de crédit
- Investissement dans des plans d'utilisation de ressources efficaces dans des secteurs tels que: le commerce du carbone, les zones économiques spéciales, les fonds de pension et de retraite, la production de coton et de cuir, ainsi que le Système de valeur national
- Facilitation du processus d'émission de bonds gouvernementaux pour des projets entre février 2009 et août 2011, pour un total de 1,19 milliards USD
- Création du fonds pour les jeunes entrepreneurs (YEF). YEF a déboursé plus de 30 000 USD pour plus de 89 000 jeunes entreprises, offrant un appui en marketing pour environ 1 800 jeunes entrepreneurs, formant 15 000 jeunes à l'esprit d'entreprise, et facilitant l'obtention pour plus de 2 000 jeunes d'emplois à travers le plan d'emploi des jeunes à l'étranger
- Adoption d'une politique de communication et d'un cadre stratégique pour améliorer l'interaction avec le secteur privé. De plus, NESC a publié deux rapports annuels et treize dossiers de politiques sur des sujets variés, tels que le chômage, la stratégie de groupes et les stratégies de valeur ajoutée pour plusieurs sous-secteurs industriels
- Création d'un centre de ressources, qui est doté de livres et de ressources en ligne émanant de sources ouvertes au personnel de NESC, aux chercheurs associés, aux parties prenantes et aux partenaires.

Madagascar: Cultiver le ricin pour percevoir un revenu durable





Dans le sud de Madagascar, en particulier dans la région d'Androy, presque 95 pour cent de la population vit dans des conditions précaires sous la ligne de pauvreté, avec une extrême pauvreté qui afflige 85 pour cent de la population. Ces obstacles sont aggravés par l'éloignement de la zone, qui est sujette à des conditions climatiques extrêmes, de faibles précipitations (entre 300 et 600 mm par an en moyenne), et de violents vents secs. En conséquence, Androy est sujet à une insécurité alimentaire chronique, et la survie de sa population est en premier lieu soutenue par l'aide alimentaire des organisations humanitaires.

Récolter les graines du ricin

Les agriculteurs de la région d'Androy font pousser des grains de ricin, car la plante originaire du sud de Madagascar dépend peu des précipitations. Phileol, une société d'huile végétale, encourage les efforts de ces agriculteurs en fournissant un débouché pour les graines dans la région.

Les PNUD et plusieurs autres organisations soutiennent le développement de l'industrie du ricin. Ces partenaires incluent l'Union européenne avec le projet d'Amélioration de la sécurité alimentaire et d'augmentation des revenus agricoles (ASARA), la GIZ, le Groupe de Recherches et d'Echanges Technologiques (GRET), Catholic Relief Services (CRS), et Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF). Le projet appuie l'industrie de l'huile de ricin comme outil pour le développement local dans les régions les plus pauvres de Madagascar et mobilise les parties prenantes (y compris le gouvernement local) pour soutenir le secteur et renforcer ses capacités.

Une bonne récolte

Dans la première phase du projet, 500 agriculteurs pilotes ont reçu de l'équipement et des intrants agricoles et ont été formés et suivis dans leur mise en œuvre. Parmi ceux-ci, vingt ont été formés et équipés pour

devenir des semenciers professionnels. "Avant, je n'étais pas habitué à récolter beaucoup de graines de ricin, mais grâce à l'équipement de labour que j'utilise, j'ai été capable de faire pousser plus de plans de ricin. Les revenus de la vente me permettront d'envoyer un enfant à l'école," a déclaré Soamanana, une agricultrice et mère de dix enfants.

Après la première année de mise en œuvre du projet, les revenus des agriculteurs ont augmenté en moyenne de 30 pour cent. Pour la saison 2011-2012, la taille moyenne de terrain par agriculteur était de 0,5 ha pour une récolte de 250 à 300 kg/ha. Pendant la deuxième phase, le projet a pris la décision stratégique de se concentrer sur neuf communautés. Il a soutenu plus de 1980 agriculteurs répartis en 300 groupes environ. A ce stade, deux variétés de graines ont été lancées et sont testées sur 90 terrains agricoles pilotes. De plus, 45 agriculteurs relais œuvrent au niveau des communautés pour fournir un appui technique à la production locale. Un conseiller économique du PNUD a déclaré, "On cherche à toucher 5 000 agriculteurs d'ici la fin de la troisième année du projet, ce qui signifie entre 30 000 et 50 000 personnes derrière eux qui bénéficieront de l'appui par l'intermédiaire de meilleurs revenus ».

Aujourd'hui, le programme prospère. Un plan complet de développement de l'industrie est maintenant disponible, et est massivement soutenu par GIZ. GIZ a particulièrement promu la chaîne de valeur du ricin, créant un programme collaboratif pour soutenir le développement de l'industrie du ricin. De plus, une convention multipartite pour la récolte 2014-2015 a été signée par les acteurs impliqués dans le programme. A ce jour, plus de 2000 agriculteurs sont soutenus par le programme. Avec des produits améliorés du GRET (avec un financement du PNUD), la récolte de graines a augmenté de 250kg/ha à 450kg/ha. Pour les graines hybrides introduites par GIZ, la production moyenne est de 600kg/ha.

Le programme s'attend à ce que Philéol ait 450 tonnes de graines de ricin pour la champagne 2014. Ceci se fonde sur l'utilisation améliorée de l'Itinéraire Technique Culturel (ITK), l'utilisation de nouvelles graines améliorées, l'introduction de graines hybrides par GIZ et l'augmentation du nombre d'utilisateurs. Deux autres sociétés qui extraient l'huile de ricin, Ikonda et Taza production, sont en plein essor, bien que les chiffres de leur collecte n'aient pas été disponibles au moment de la publication, la collecte n'étant pas encore terminée.

Selon le PAM, la région a été touchée par une dure famine durant la période creuse de 2014, en particulier le long des côtes qui sont des zones de production de l'huile de ricin. Comme la culture du ricin correspond à cette période, la production peut subvenir aux dépenses d'une famille pendant au moins un mois. Pour autant que les tâches de production et de récolte sont assignées aux femmes, leur part de retour sur le revenu leur permet de payer les frais de scolarité de leurs enfants et d'investir dans la volaille.

FAITS SAILLANTS

- Dans la première phase, 500 agriculteurs expérimentateurs ont été formés pour accroître l'efficacité, et ont reçu un équipement et des intrants agricoles
- GIZ fait la promotion des chaînes de valeur avec l'huile de ricin étant la priorité, dans le cadre d'un projet de sécurité alimentaire financé par la Délégation de l'Union européenne à Madagascar
- Les revenus des agriculteurs ont augmenté en moyenne de 30% car leur réduction des pertes post-récolte a été plus de 30%
- Le projet a appuyé plus de 1980 agriculteurs, regroupés en 300 groupes
- Une plate-forme de facilitation régionale a été convoquée pour reconnaître l'importance de l'huile de ricin pour le développement de la région.

Pour de plus amples informations, prière de contacter Ramandaniarivo Jean Fred, Spécialiste des moyens de subsistance durables, Région Androy Madagascar : jean.fred.ramandaniarivo@undp.org.

Malawi: Financements innovants pour des entreprises inclusives





La croissance réelle du PNB du Malawi est estimée devoir atteindre 4,7 pour cent à la fin 2014, et devrait continuer à croître dans les années à venir, grâce aux exportations de tabac et à la croissance soutenue de l'agriculture, de l'industrie et des services .

Le principal défi à court terme pour le gouvernement est de consolider la stabilité macro-économique et d'améliorer la gouvernance, tout en renforçant l'environnement propice à l'investissement du secteur privé pour une croissance durable et inclusive. Pour atteindre cet objectif, la Stratégie de croissance et de développement du Malawi II (MDGS II 2011-2016) vise à faire basculer l'économie du pays de l'importation et de la consommation à l'exportation et à la production. La Stratégie nationale d'exportation (NES), soutenue par le bureau pays du PNUD au Malawi et par le gouvernement actuel, est une feuille de route priorisée pour construire la base de production du Malawi afin de générer des exportations suffisantes pour correspondre à la pression montante sur les importations. NES vise à maximiser la contribution des exportations au développement économique par l'extension du secteur privé en priorisant les efforts permettant une participation active des pauvres comme consommateurs, producteurs et entrepreneurs dans les efforts de croissance du Malawi.

Concurrence pour le financement

Le Malawi a été inspiré par l'impact important des fonds de défi mis en œuvre dans d'autres parties du monde qui ont catalysé avec succès l'investissement du secteur privé. Par exemple, le fonds de défi des relations commerciales a levé 7,8 millions USD en investissements du secteur privé, créé 750 nouveaux

produits et services, 200 000 emplois et 2127 relations commerciales. Dans le contexte du Malawi, Illovo, avec le soutien du fonds de défi des entreprises africaines (AECF), a développé un modèle d'entreprise appartenant à la communauté pour développer la culture de la canne à sucre chez les petits producteurs.

Le fonds de défi à l'innovation du Malawi (MICF) (www.micf.mw), créé par le PNUD et soutenu par DFID, cherche à inciter le secteur privé à mettre en œuvre des projets commerciaux inclusifs qui autonomisent les pauvres, créent des emplois et permettent l'innovation pour de nouveaux produits et services. MICF est une subvention de contrepartie; les prix sont rendus disponibles via un processus compétitif pour les projets éligibles en réponse aux défis placés dans l'agriculture et la fabrication de groupes de produits, mis en évidence dans la Stratégie nationale d'exportation (NES). Elle est en train de concevoir une nouvelle fenêtre d'irrigation, à mettre en œuvre en partenariat avec le Fonds international pour le développement agricole (FIDA). On s'attend à ce que cela démarre lors du premier tour de la compétition en 2015.

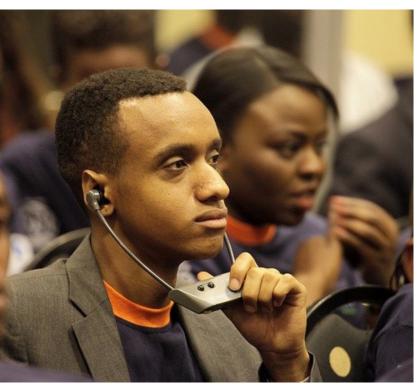
MICF s'attend à ce que 2500 personnes à faible revenu (dont 30 pour cent de femmes) obtiennent un emploi régulier résultant des projets commerciaux inclusifs qui sont soutenus dans l'agriculture et l'industrie. De plus, MICF s'attend à une augmentation de 30 pour cent du revenu des 10 000 ménages de petits producteurs agricoles, améliorant ainsi les conditions de vie d'environ 125 000 personnes.

FONDS DE DÉFI

- Fournir un mécanisme pour aligner les objectifs de développement et de commerce, permettant des modèles commerciaux inclusifs en dépassant l'obstacle du risque purement commercial en retour de bénéfices potentiels de développement
- Aider à démultiplier la mise en œuvre des nouveaux modèles et technologies commerciaux inclusifs, qui combinent une viabilité commerciale potentielle avec d'importants impacts sociaux, en particulier quand les retours commerciaux sont incertains et que le risque d'investissement est élevé
- Exploiter la force du secteur privé (la capacité à générer et tester de nouvelles idées, d'abandonner celles qui ne fonctionnent pas et de démultiplier celles qui fonctionnent)
- Ne pas chercher à choisir les vainqueurs (comme l'ont souvent fait les fonds de contrepartie par le passé) mais au contraire soutenir les idées générées par le secteur privé via un processus transparent d'appels d'offre jugé par un jury indépendant
- Exiger que les récipiendaires contribuent au financement global du projet comme indication de leur engagement envers la viabilité commerciale du projet et partage des risques, afin d'éviter le danger moral
- Investir dans des projets, pas des entreprises, et promouvoir un changement systémique en diffusant les innovations réussies afin qu'elles puissent être reproduites.

Pour de plus amples informations, prière de contacter CinziaTecce, Spécialiste du développement du secteur privé du Malawi : cinzia.tecce@undp.org, ou Agnes Chimbiri, Représentante résidente assistante du groupe des OMD : agnes.chimbiri@undp.org.

Rwanda: Réseaux sociaux pour résoudre le chômage des jeunes





Au Rwanda, une majorité de jeunes gens ne parviennent pas à faire correspondre leurs compétences avec un emploi durable. Cela peut prendre six mois ou plus pour que les jeunes trouvent un emploi – et même alors, il y a des chances que ce soit à temps partiel ou temporaire.

Dans un monde de plus en plus numérique et mondialisé, les jeunes gens sont souvent les innovateurs de pointe qui ont besoin d'être équipés avec les bonnes compétences et formation afin de contribuer au développement de leur société.

Permettre aux jeunes d'être connectés

Le Ministère de la jeunesse et des TIC (MYICT) a initié une nouvelle méthode pour que les jeunes se connectent les uns aux autres, ainsi qu'avec des leaders et des experts, à travers YouthConnekt Hangout. Le Hangout est une plateforme à laquelle on accède via Google+ Hangouts. Outre le Google Hangout, le MY-ICT utilise les réseaux sociaux tels que Twitter, Facebook, Youtube et d'autres pour atteindre les jeunes qui peuvent participer au développement du Rwanda. La plateforme, lancée le 12 novembre 2013, fonctionne le mardi de 16 à 17 heures fuseau horaire d'Afrique de l'Est (EAT). A travers Google + et d'autres réseaux sociaux en ligne, YouthConnekt diffuse des discussions entre la jeunesse et les leaders de tout le Rwanda deux fois par mois. Différents sujets sont abordés, y compris la création d'emploi, la levée de capitaux, conscient du rôle catalytique de la jeunesse pour le développement du pays, autant que des stratégies pour une paix durable.

La promesse d'une génération

Le MYICT du Rwanda, en partenariat avec le PNUD, l'Académie africaine des médias numériques (ADMA), Tigo Telecommunication Company Ltd. et HeHe Ltd., a lancé YouthConnekt, une plateforme qui connecte de jeunes Rwanda innovants avec la transformation économique inclusive du pays. Cette plateforme servira de canal pour la jeunesse, le secteur privé, et le gouvernement pour répondre aux défis auxquels les jeunes font face concernant l'emploi et l'esprit d'entreprise.

Les Hangouts sont soutenus par les médias sociaux et un site Internet actif qui fournit des informations interactives, axées sur les résultats pour des tables rondes multipartites et des annonces de partenariats, ainsi que d'occasions pour que les participants montrent leurs projets de développement des TIC aux partenaires et bailleurs potentiels. C'est en avance sur le programme de développement post-2015 pour parvenir à un développement humain durable et inclusif.

En tant que partie prenante des YouthConnekt hangouts, le PNUD soutient le Ministère rwandais de la jeunesse et des TIC pour booster l'environnement des applications mobiles dans le pays. Diverses compétitions ont été lancées depuis 2014. Par exemple, la compétition Miss Geek est un projet TIC organisé lors de la journée de la femme pour encourager les femmes à montrer leurs compétences en TIC. L'application mobile Motorola, une autre compétition, vise à stimuler les initiatives dans le domaine de la gouvernance, de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et du genre.

Plus récemment, une compétition d'applis mobiles pour la fourniture de services publics a été lancée pour développer des applications mobiles qui peuvent être utilisées par les citoyens pour améliorer la fourniture des services administratifs fournis par le gouvernement du Rwanda.

"Ceci est historique- c'est un rêve devenu réalité! Nous avons essayé d'étendre les limites de la communication et de l'interaction et nous avons réfléchi au-delà de ce que nous faisions jusqu'à présent – interaction à la radio, à la télé, lors de réunions en ligne – nous devrions vraiment utiliser de manière approfondie la technologie pour rester en contact avec vous. L'intention est ici de vraiment pouvoir impliquer tout le monde, tous les jeunes du pays, pour façonner leur propre futur"

Jean Philbery Ngengimana, Ministre de la jeunesse et des TIC, participant à un débat via Google.

FAITS SAILLANTS

- Plus de 800 jeunes rwandais ont rencontré le Président Kagame et la Première Dame, Jeanette Kagame, lors du Dialogue YouthConnekt à Kigali, en Juin 2013
- Le PNUD Rwanda lance une nouvelle vidéo expliquant « YouthConnekt »
- La vidéo YouthConnekt de PNUD Rwanda a remporté le premier prix dans le cadre du Salon de l'innovation du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique à Johannesburg en Afrique du Sud. Le prix comprend une contribution de 75 000 dollars américains à la mise en œuvre du projet YouthConnekt
- Motorola Solutions organise une compétition de développement des applications pour les appareils portables qui sera mis en œuvre par YouthConnekt en 2014. La compétition encourage la participation des jeunes dans l'innovation et le développement des applications grâce à l'entrepreneuriat en inventant des solutions par applications mobiles dans le domaine du développement humain, de l'éducation, de la gouvernance, de la santé, de l'agriculture et de la question séxospécifiques.

Pour de plus amples informations, prière d'aller sur le site de YouthConnekt: www.youthconnekt.rw, ou de contacter: Nicolas Schmids, économiste du bureau pays au Rwanda: nicolas.schmids@undp.org.

Tanzanie: Renforcer les capacités des entreprises tanzaniennes





La Tanzanie a connu une extension importante du secteur privé ces dernières années. Avec une croissance du PNB au dessus de 6 pour cent, le développement économique de la Tanzanie dépend maintenant de l'amélioration de la compétitivité internationale de nombreuses nouvelles entreprises et commerces privés qui ont commencé leurs activités ces dernières années. Les défis dans l'identification et l'attraction de gestionnaires compétents, et une formation du personnel systémiquement inadéquate sont parmi les facteurs freinant la compétitivité de la Tanzanie.

Promouvoir le bien-être de la main d'œuvre

Le gouvernement de la Tanzanie encourage activement l'investissement du secteur privé dans la santé, une priorité clé pour le gouvernement national. Cependant, des changements dans la législation sur les assurances ont abouti à la séparation de la fourniture de l'assurance santé de la fourniture des soins médicaux, car les sociétés ne pouvaient être impliquées dans les deux secteurs. La croissance qui a suivi dans l'industrie de l'assurance a conduit à une pénurie de personnel formé.

Pour répondre à cela, le Projet African Training Management Services (ATMS) du PNUD mis en oeuvre par la Société de services de gestion pour l'Afrique (AMSCO) a appuyé les services de santé AAR dans le soutien en gestion, la profitabilité, la refonte des produits de la société, la mise à jour des systèmes de gestion de l'information, la formation du personnel aux meilleures pratiques, et le renforcement de l'image de marque de la société. Depuis qu'AMSCO a conclu un partenariat avec les services de santé AAR en 2006, la société s'est développée pour devenir la société de soins de santé la plus importante et la fructueuse d'Afrique de l'Est, fournissant des soins de santé préventive et de traitement à des clients de toutes les catégories de revenus. Elle contrôle à présent 32 pour cent de l'assurance médicale en Tanzanie. Un système d'information

amélioré permet à la société de maintenir des données plus exactes sur les clients et de conduire des analyses sophistiquées qui aident à gérer les risques et à développer de nouveaux produits. Le soutien d'AMSCO a permis à l'assurance AAR de devenir plus rentable, compétitive et durable, avec des normes de gouvernance accrues et un capital humain mieux formé.

Des marchés destinés à la croissance

Le développement rapide des complexes d'habitation, des bâtiments de bureaux et des centres commerciaux en Tanzanie a créé une demande de taille pour des peintures décoratives de qualité. Les peintures Sandolin Paint Tanzania Ltd étaient au bord de l'effondrement, avec une faible variété de produits de basse qualité, une image de marque pauvre, un mauvais réseau de distribution, une pénétration du marché de moins de 5 pour cent et un personnel mal formé. Cependant, suite à l'intervention d'AMSCO – qui comprenait l'extension du réseau de distribution et l'élaboration de produits de plus grande qualité – la société est devenue rentable en l'espace de deux ans, élevant sa part de marché à 18 pour cent. 111 nouveaux emplois ont été créés, doublant l'efficacité du travail de US\$ 2 417,80 à \$4 672,20. De plus, la société a signé un accord sur l'utilisation des marques avec Akzo Nobel, lui permettant d'accéder à certains des brevets en technologie de peinture les plus récents.

Collaborer pour renforcer les résultats

Le PNUD a travaillé avec AMSCO sur la mise en œuvre du projet ATMS. Créé en 1989 par le bureau régional pour l'Afrique du PNUD avec l'IFC comme agence d'exécution et la Banque africaine de développement (BAD) comme agence régionale de coordination, le projet a soutenu trente entreprises locales en Tanzanie en fournissant des gestionnaires expérimentés sur des périodes de trois à cinq ans et en formant des sociétés locales dans les compétences en gestion et techniques. La formation comprenait le développement de la gestion, le leadership, les opérations de gestion, le service clientèle et d'autres domaines techniques spécialisés améliorant la productivité du personnel local.

Actuellement, ATMS/AMSCO appuye cinq entreprises dans les énergies renouvelables pour étendre la technologie et la portée de l'énergie solaire pour améliorer l'utilisation de la biomasse.

En fournissant aux sociétés et entreprises publiques une gestion professionnelle et pratique, AMSCO aide à construire des entreprises rentables et durables en Afrique.

FAITS SAILLANTS

- 4 838 nouveaux emplois (taux de croissance de 332%) sont créés grâce à l'appui de AMS-CO en Tanzanie
- 200 millions de dollars de nouveaux investissements catalysés par une meilleure gestion et des compétences techniques est disponible par le biais de SDMA
- Le projet a appuyé les agriculteurs et les grandes entreprises commerciales, y compris la Plantation Kilombero (1 615 agriculteurs pris en charge) et Africado (1 114 agriculteurs).
- ATMS / AMSCO a appuyé les institutions de microfinance qui ont accordé des prêts à 37 000 Tanzaniens.

Pour de plus amples informations, prière de contacter Ernest Salla, Spécialiste au Programme (Croissance Inclusive et Développement du Secteur Privé): ernest.salla@undp.org.

Références

- ¹ United Nations Development Program African Facility for Inclusive Markets (2013). *Realizing Africa's Wealth: Building Inclusive Businesses for Shared Prosperity.* New York: United Nations. 1-10.
- ^{2.} United Nations Development Program Benin. (2013). *New Opportunities for Graduates*. Available: http://www.undp.org/content/undp/en/home/ourwork/povertyreduction/successstories/benin---de-nouvelles-opportunites-pour-les-jeunes-diplomes/. Last accessed 30th April 2014.
- ^{3.} UNDP Benin. (2014). Project Promotion of Agriculture Entrepreneurship. *Private Sector Development*. 1 (1), 5-10.
- ^{4.} United Nations Development Program Benin. (2013). *Training Beninese Youth in Agribusiness*. Available: http://www.undp.org/content/undp/en/home/ourwork/povertyreduction/successstories/le_benin_forme_lesjeunesalentreprenariatagricole/. Last accessed 30 April 2014
- ^{5.}CIA. (2014). *Ethiopia Economy*. Available: https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/countrytemplate_et.html. Last accessed 30 April 2014
- ⁶ Grow Africa. (2013). *Ethiopia and Agriculture Investment: Agriculture Growth Project*. Available: http://growafrica.com/initiative/ethiopia. Last accessed 30 April 2014.
- ^{7.} Zaywa. (2014). *ECX proves a beacon of hope for Ethiopian Commodities*. Available: http://www.zawya.com/story/ECX_seizes_commodity_momentum-ZAWYA20140205072558/. Last accessed 30th April 2014.
- ^{8.} Ethiopian Commodity Exchange. (2013). *ECX to launch Online Trading Platform*. Available: http://www.ecx.com.et/downloads/whatsNew/20140326113215199ECX%20to%20Launch%20Online%20Trade%20 Operations.pdf. Last accessed 30th April 2014.
- ^{9.} United Nations Global Environment Facility. (2013). *Christina Figueres and Ban Ki-Moon celebrates SGP's innovative Ghanaian bamboo bikes at the UNFCCC COP19.* Available: http://www.thegef.org/gef/node/10135. Last accessed 30th April 2014.
- ^{10.} African Development Bank. (2014). *Economic Outlook Malawi*. Available: http://www.afdb.org/countries/southern-africa/malawi/malawi-economic-outlook/. Last accessed 30 April 2014.
- ^{11.}United Nations Development Program. (2013). the Rise of the South: *Human Progress in a Diverse World*. Available: http://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/MWI.pdf. Last accessed 30 April 2014.
- ^{12.} Department for International Development. (2013). *Private Sector Development Case Malawi*. Available: http://www.mw.undp.org/content/malawi/en/home/presscenter/pressreleases/2013/06/12/dfid-and-undp-sign-cost-sharing-agreement-on-the-private-sector-development-project-2013-2016.html. Last accessed 30th April 2014.

Copyright © 2014

Programme des Nations unies pour le développement Centre régional de sevices pour l'Afrique Addis-Abeba, Ethiopie

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système d'extraction ou transmise, sous quelque forme et par quelque moyen, électronique, mécanique, par photocopie ou autre, sans autorisation préalable du PNUD.

Les opinions et les recommandations exprimées dans le présent rapport ne représentent pas nécessairement celles de l'ONU, du PNUD ou de leurs États membres. Les frontières, les noms indiqués et les désignations employées sur les cartes n'impliquent pas la reconnaissance ou l'acceptation officielle par les Nations unies.

Pour plus d'informations, consulter: www.undp.org/africa/privatesector



Au service des peuples et des nations

Programme des Nations Unies pour le Développement

Centre de service régional pour l'Afrique Initiative africaine pour des marchés inclusifs, 7ème étage DR Congo Street, Bole Olympia Addis Ababa, Ethiopie www.undp.org/africa/privatesector